

8. *Fait sienne* la recommandation formulée par la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1991/58, tendant à ce que le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et le Comité des droits de l'enfant, lorsqu'ils examinent les rapports périodiques des Etats parties, portent une attention particulière à l'application, respectivement, des articles 8 et 24 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹⁰, des articles 10, 12 et 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels¹⁰ et de l'article 6 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes²⁹, ainsi que des articles 32, 34, 35 et 36 de la Convention relative aux droits de l'enfant⁵², en vue de combattre les formes contemporaines d'esclavage;

9. *Décide* d'examiner la question de la lutte contre la traite des êtres humains à sa session ordinaire de 1992, au titre du point intitulé "Questions relatives aux droits de l'homme".

13^e séance plénière
31 mai 1991

1991/36. Faits nouveaux touchant les activités du Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat

Le Conseil économique et social,

Ayant à l'esprit la résolution 45/180 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990, la résolution 1991/23 de la Commission des droits de l'homme, en date du 5 mars 1991⁶¹, et la résolution 1990/47 du Conseil, en date du 25 mai 1990,

Ayant à l'esprit également la section V de la résolution 45/248 B de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1990, portant sur des mesures intérimaires en vue de doter le Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat de ressources humaines supplémentaires,

Conscient de l'importance du rôle du Centre pour les droits de l'homme dans la promotion, la protection et le respect des droits de l'homme et de la nécessité de le doter de ressources humaines suffisantes, eu égard en particulier au fait que son volume de travail a considérablement augmenté tandis que ses ressources ne se sont pas accrues à la même cadence que ses responsabilités⁸²,

1. *Note avec regret* que le rapport demandé au paragraphe 3 de la résolution 1991/23 de la Commission des droits de l'homme n'a pas été soumis au Conseil;

2. *Note* que le volume de travail du Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat s'est encore accru du fait des résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme;

3. *Exprime son inquiétude* devant le fait que, à moins que des mesures financières appropriées ne soient prises, l'efficacité des services que le Secrétariat assure aux organes chargés des droits de l'homme risquerait de diminuer davantage;

⁸² Voir E/1990/50 et A/45/807.

4. *Demande* à l'Assemblée générale de tenir compte de l'écart qui existe entre les ressources du Centre et ses responsabilités accrues et de prendre, sans tarder et conformément aux procédures établies, des mesures appropriées en vue de remédier à ce problème;

5. *Prie* le Secrétaire général, conformément à la résolution 45/180 de l'Assemblée générale et à la résolution 1991/23 de la Commission des droits de l'homme, de soumettre à l'Assemblée, lors de sa quarante-sixième session, un rapport intérimaire sur les faits nouveaux touchant les activités du Centre pour les droits de l'homme.

13^e séance plénière
31 mai 1991

1991/37. Atteintes à l'exercice des droits syndicaux en Afrique du Sud

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1989/82 du 24 mai 1989, dans laquelle il a prié le Secrétaire général de poursuivre l'action qu'il menait pour faire en sorte que la plainte du Congrès des syndicats sud-africains soit renvoyée à la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale de l'Organisation internationale du Travail,

Rappelant également sa résolution 1990/44 du 25 mai 1990,

Prenant acte de la note du Secrétaire général sur certaines plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux⁸³,

Ayant examiné la section pertinente du rapport du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe de la Commission des droits de l'homme⁸⁴,

Prenant note de l'évolution de la situation en Afrique du Sud,

Conscient de l'importance toujours croissante du rôle du mouvement syndical noir indépendant dans la lutte contre l'apartheid,

1. *Prend acte* de la note du Secrétaire général⁸³, présentée conformément à la résolution 1989/82 du Conseil, dont l'annexe II contient la note verbale, en date du 27 février 1991, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies;

2. *Exprime sa satisfaction* au Secrétaire général des efforts qu'il continue de déployer afin d'assurer l'application du paragraphe 9 de la résolution 1989/82 du Conseil;

3. *Regrette* que le régime d'apartheid en Afrique du Sud ait assorti de conditions la décision qu'il a prise de consentir à ce que la plainte du Congrès des syndicats sud-africains soit renvoyée à la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale de l'Organisation internationale du Travail, et l'invite à coopérer pleinement en la matière;

4. *Décide* de transmettre à la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale,

⁸³ E/1991/57.

⁸⁴ Voir E/1991/41, annexe.